

Rapport financier du troisième trimestre de 2019-2020

Pour la période se terminant le 31 décembre 2019

Financement agricole Canada

Financement agricole Canada (FAC) est une société d'État fédérale financièrement autonome qui rend compte aux Canadiens et aux Canadiennes et au Parlement par l'entremise de la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. La société fournit du financement et d'autres services à plus de 100 000 producteurs primaires, exploitants, fournisseurs et transformateurs à valeur ajoutée, et ce, à tous les maillons de la chaîne de valeur agricole. FAC mène ses activités à partir de 97 bureaux situés principalement dans des collectivités rurales, dans lesquels travaillent plus de 1 900 employés passionnés de l'agroindustrie.

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez écrire à la Communication d'entreprise à communications@fac-fcc.ca.

Rapport financier du troisième trimestre de 2019-2020

Pour la période se terminant le 31 décembre 2019

Le présent rapport a été préparé conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et doit être lu en tenant compte des déclarations et de l'information que contiennent le *Rapport annuel* et le *Résumé du plan d'entreprise* de FAC.¹

Résultats financiers

Le présent document contient les résultats financiers non audités de la société pour le troisième trimestre, qui s'est terminé le 31 décembre 2019. Le 1^{er} avril 2019, FAC a adopté IFRS 16 – Contrats de location visant à remplacer IAS 17, IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27 conformément aux changements aux conventions comptables apportés par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI). Les changements aux conventions comptables de FAC et l'incidence de la transition découlant de l'adoption d'IFRS 16 sont décrits dans la note 1 des Notes complémentaires aux états financiers consolidés.

La société est en voie d'atteindre les mesures de rendement financier qu'elle a établies pour l'exercice en cours, qui sont décrites dans le *Résumé du plan d'entreprise* de 2019-2020 à 2023-2024.

Aperçu du bénéfice net

(en millions de dollars)

	Trimestre terminé le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre 2019	31 décembre 2018*	31 décembre 2019	31 décembre 2018*
Intérêts créditeurs nets	302,7 \$	295,9 \$	896,9 \$	865,4 \$
Charge pour pertes sur prêts	1,0	(48,9)	8,5	(72,5)
Produits autres que d'intérêt	(9,7)	(2,9)	(1,9)	29,7
Frais d'administration	(113,8)	(109,4)	(331,0)	(314,3)
Ajustement de juste valeur	(2,0)	(0,2)	(5,3)	(4,8)
Bénéfice net	178,2 \$	134,5 \$	567,2 \$	503,5 \$

*Retraité

Le bénéfice net pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019 a augmenté de 63,7 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à une diminution de la charge pour pertes sur prêts de 81,0 millions de dollars et à une augmentation des intérêts créditeurs nets de 31,5 millions de dollars, contrebalancées par une diminution des produits autres que d'intérêt de 31,6 millions et par une augmentation des frais d'administration de 16,7 millions de dollars.

Les intérêts créditeurs nets pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019 ont augmenté de 31,5 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la croissance du portefeuille de prêts. La marge d'intérêt nette pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019 s'est établie à 3,11 %, soit une diminution par rapport à la marge de 3,16 % enregistrée pour la période de comparaison de 2018-2019. Cette diminution de la marge d'intérêt nette est principalement attribuable aux coûts de financement plus élevés.

La charge pour pertes sur prêts pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2019 a diminué de 81,0 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Au cours de l'exercice précédent, la charge pour pertes sur prêts avait été affectée par la détérioration de la qualité du crédit d'un client important, tandis que la charge de cet exercice est favorable en raison de l'amélioration de la santé globale du portefeuille et de paramètres d'estimation plus précis.

¹Ces documents peuvent être consultés à l'adresse www.fcc-fac.ca/fr/a-propos-de-FAC/gouvernance/reports.html.

Les produits autres que d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019 ont diminué de 31,6 millions de dollars. Cette baisse est attribuable principalement à des variations défavorables de la juste valeur de la participation dans des entreprises associées pendant l'année en cours comparativement aux gains de juste valeur comptabilisés de l'exercice précédent.

Les frais d'administration ont augmenté de 16,7 millions de dollars d'un exercice à l'autre en raison d'une hausse de la charge d'amortissement et des salaires, contrebalancée partiellement par une baisse des charges relatives aux installations, aux logiciels et au matériel.

Prêts

FAC a enregistré une hausse globale des prêts de 2 060 millions de dollars par rapport au 31 mars 2019, ce qui a porté la valeur de son portefeuille de prêts à 38 131 millions au 31 décembre 2019. La croissance du portefeuille de prêts de 5,7 % pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2019 a été inférieure à la croissance de 7,3 % enregistrée pour la même période de l'exercice précédent. Ce taux de croissance inférieur est attribuable à un volume de décaissements plus faible qu'à la même période du dernier exercice, partiellement contrebalancé par une diminution des remboursements et une augmentation de l'encours des prêts à l'ouverture.

Trésorerie

Au 31 décembre 2019, les espèces et quasi-espèces se sont établies à 877,7 millions de dollars, soit une hausse de 107,2 millions par rapport au montant constaté le 31 mars 2019, comparativement à une baisse de 67,0 millions par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 2019, des montants de trésorerie de 1 479 millions et 18,1 millions ont été consacrés respectivement aux activités d'exploitation et de placement, tandis que les activités de financement ont généré des rentrées de fonds de 1 603 millions de dollars.

Perspectives par rapport au *Résumé du plan d'entreprise*

FAC prévoit atteindre ou dépasser toutes les cibles financières de fin d'exercice décrites dans son *Résumé du plan d'entreprise* de 2019-2020 à 2023-2024.

Mesure	Prévision
Bénéfice net	Conforme à la cible du Plan d'entreprise
Rendement des capitaux propres	Conforme à la cible du Plan d'entreprise
Ratio d'efficience	Conforme à la cible du Plan d'entreprise
Ratio de capital total	Conforme à la cible du Plan d'entreprise

Gestion du risque d'entreprise

FAC possède un cadre de gestion du risque d'entreprise qui lui permet d'identifier, de gérer et d'atténuer les risques de façon efficace, uniforme et coordonnée. La société est exposée à quatre catégories de risque principales, soit le risque financier, le risque opérationnel, le risque stratégique et le risque lié à la réputation. Le risque financier englobe les sous-catégories que sont le risque de crédit, le risque de marché et le risque de liquidité.

Le Conseil d'administration de FAC surveille le cadre de gouvernance du risque de la société, lequel s'appuie sur les politiques et les activités de comités qui orientent le processus décisionnel de la société. Le Comité de gestion du risque du Conseil d'administration examine les résultats en matière de risques par le truchement d'un rapport trimestriel sur le risque.

Il incombe à chacun des membres de l'Équipe de gestion d'entreprise d'insister sur l'importance de bien gérer le risque selon les fonctions dont il est responsable, ainsi que d'élaborer et de mettre en place des stratégies et des plans d'action éprouvés pour la gestion du risque afin de gérer les risques de la société conformément à son énoncé de propension au risque.

Le processus d'évaluation des risques de FAC prévoit l'identification, l'analyse, l'évaluation, le contrôle, le suivi et la communication des risques. Ce processus est continu dans le cas des risques majeurs de la société. De plus, tous les risques sont évalués annuellement dans le cadre du processus de planification stratégique. En se fondant sur ces processus, la société a surveillé de près les activités de commerce international afin d'en cerner les conséquences financières.

Déclaration de la responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers trimestriels consolidés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, et des mesures de contrôle interne qu'elle juge nécessaires à la préparation d'états financiers trimestriels consolidés qui ne contiennent aucune inexactitude importante. La direction est aussi responsable de veiller à ce que tous les autres renseignements que contient le présent rapport trimestriel soient conformes, le cas échéant, aux états financiers trimestriels consolidés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés non audités présentent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et de la trésorerie de la société, en date des états financiers trimestriels consolidés et pour les périodes visées.



Michael Hoffort, P.Ag.
Le président-directeur général



Rick Hoffman, CPA, CMA, MBA, ICD.D
Le vice-président exécutif et chef des finances

Regina, Canada
Le 6 février 2020

États financiers consolidés condensés

Bilan consolidé

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2019	31 mars 2019
Actif		
Espèces et quasi-espèces	\$ 877 690	\$ 770 517
Placements à court terme	440 471	435 601
Créances et charges payées d'avance	42 456	39 879
Actifs financiers dérivés	9 560	16 459
	1 370 177	1 262 456
Prêts nets (notes 3 et 4)	37 951 562	35 873 075
Contrats de location-financement nets	75 370	20 148
Participation dans des entreprises associées	51 562	69 909
Placements de capital-risque – nets	83 195	70 602
Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	92 826	88 891
	38 254 515	36 122 625
Matériel et améliorations locatives	25 371	26 070
Logiciels	35 594	32 714
Matériel sous contrat de location-exploitation	90 146	121 496
Actifs au titre du droit d'utilisation	180 280	-
Autres actifs	14 544	13 419
	345 935	193 699
Total de l'actif	\$ 39 970 627	\$ 37 578 780
Passif		
Créditeurs et charges à payer	\$ 74 010	\$ 68 531
Passifs financiers dérivés	65	-
	74 075	68 531
Emprunts (note 5)		
Dette à court terme	10 040 423	9 794 234
Dette à long terme	22 717 201	20 950 075
	32 757 624	30 744 309
Passifs des prêts Transfert	196 037	160 763
Passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	167 407	165 205
Passifs de contrats de location	180 146	-
Autres passifs	9 609	10 421
	553 199	336 389
Total du passif	33 384 898	31 149 229
Capitaux propres		
Surplus d'apport	-	183 725
Bénéfices non répartis	6 558 271	6 202 132
Cumul des autres éléments du résultat global	26 652	43 017
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de l'entité mère	6 584 923	6 428 874
Participation minoritaire	806	677
	6 585 729	6 429 551
Total du passif et des capitaux propres	\$ 39 970 627	\$ 37 578 780

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

État consolidé des résultats

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre 2019	31 décembre 2018	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Intérêts créditeurs ⁽¹⁾	\$ 448 278	\$ 424 766	\$ 1 326 740	\$ 1 199 640
Intérêts débiteurs ⁽¹⁾	145 572	128 841	429 874	334 285
Intérêts créditeurs nets⁽¹⁾	302 706	295 925	896 866	865 355
Charge pour pertes sur prêts	984	(48 890)	8 563	(72 508)
Intérêts créditeurs nets après la charge pour pertes sur prêts	303 690	247 035	905 429	792 847
Produit net tiré de l'assurance	5 136	5 177	15 159	15 653
(Pertes nettes) bénéfice net découlant de la participation dans des entreprises associées	(13 997)	(7 959)	(15 769)	14 519
(Perte) gain de change net ⁽¹⁾	(618)	331	(488)	536
Autres charges	(281)	(429)	(842)	(995)
Intérêts créditeurs nets et produits autres que d'intérêt	293 930	244 155	903 489	822 560
Frais d'administration				
Salaires et avantages	69 298	64 324	203 482	191 777
Autres	44 491	45 085	127 492	122 522
Total des frais d'administration	113 789	109 409	330 974	314 299
Bénéfice net avant l'ajustement de juste valeur	180 141	134 746	572 515	508 261
Ajustement de juste valeur	(1 893)	(208)	(5 260)	(4 746)
Bénéfice net	\$ 178 248	\$ 134 538	\$ 567 255	\$ 503 515
Bénéfice net attribuable à :				
l'actionnaire de l'entité mère	\$ 178 235	\$ 134 523	\$ 567 214	\$ 503 465
la participation minoritaire	13	15	41	50

(1) Les données comparatives de 2018 ont été reclassées. Voir la note 18 du Rapport annuel pour l'exercice terminé le 31 mars 2019.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre 2019	31 décembre 2018	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Bénéfice net	\$ 178 248	\$ 134 538	\$ 567 255	\$ 503 515
Autres éléments du résultat global				
Virement au bénéfice net des gains nets réalisés sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(5 475)	(5 475)	(16 365)	(16 364)
Total du résultat global	\$ 172 773	\$ 129 063	\$ 550 890	\$ 487 151
Total du résultat global attribuable à :				
l'actionnaire de l'entité mère	\$ 172 760	\$ 129 048	\$ 550 849	\$ 487 101
la participation minoritaire	13	15	41	50

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Solde au 30 septembre 2019	Bénéfice net	Autres éléments du résultat global	Contributions de la participation minoritaire	Solde au 31 décembre 2019
Surplus d'apport	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
Bénéfices non répartis	6 380 036	178 235	-	-	6 558 271
Gains nets (virement de gains nets) sur instruments dérivés précédemment désignés comme couvertures de flux de trésorerie	32 127	-	(5 475)	-	26 652
Total du cumul des autres éléments du résultat global (perte)	32 127	-	(5 475)	-	26 652
Total des capitaux propres attribuables à l'entité mère	6 412 163	178 235	(5 475)	-	6 584 923
Participation minoritaire	782	13	-	11	806
Total	\$ 6 412 945	\$ 178 248	\$ (5 475)	\$ 11	\$ 6 585 729

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Solde au 30 septembre 2018 Retraité Note 2	Bénéfice net	Autres éléments du résultat global	Contributions de la participation minoritaire	Solde au 31 décembre 2018 Retraité Note 2
Surplus d'apport	\$ 183 725	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 183 725
Bénéfices non répartis	5 890 338	134 523	-	-	6 024 861
Gains nets (virement de gains nets) sur instruments dérivés précédemment désignés comme couvertures de flux de trésorerie	53 848	-	(5 475)	-	48 373
Total du cumul des autres éléments du résultat global (perte)	53 848	-	(5 475)	-	48 373
Total des capitaux propres attribuables à l'entité mère	6 127 911	134 523	(5 475)	-	6 256 959
Participation minoritaire	727	15	-	(80)	662
Total	\$ 6 128 638	\$ 134 538	\$ (5 475)	\$ (80)	\$ 6 257 621

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

État consolidé des variations des capitaux propres (suite)

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Solde au 31 mars 2019		Bénéfice net	Autres éléments du résultat global		Dividende versé	Contributions de la participation minoritaire		Solde au 31 décembre 2019
Surplus d'apport Bénéfices non répartis	\$	183 725	\$ -	\$ -	\$ -	(183 725)	\$ -	\$ -	-
Gains nets (virement de gains nets) sur instruments dérivés précédemment désignés comme couvertures de flux de trésorerie		43 017	-	(16 365)		-			26 652
Total du cumul des autres éléments du résultat global (perte)		43 017	-	(16 365)		-			26 652
Total des capitaux propres attribuables à l'entité mère		6 428 874	567 214	(16 365)		(394 800)			6 584 923
Participation minoritaire		677	41	-		-	88		806
Total	\$	6 429 551	\$ 567 255	\$ (16 365)	\$ -	(394 800)	\$ 88	\$ -	6 585 729

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Solde au 31 mars 2018	Incidence de l'adoption de la nouvelle norme comptable Retraité Note 2	Solde au 1 ^{er} avril 2018 Retraité Note 2	Bénéfice net	Autres éléments du résultat global		Dividende versé	Contributions de la participation minoritaire		Solde au 31 décembre 2018 Retraité Note 2
Surplus d'apport Bénéfices non répartis	\$ 547 725	\$ -	\$ 547 725	\$ -	\$ -	\$ -	(364 000)	\$ -	\$ -	183 725
Gains nets (virement de gains nets) sur instruments dérivés précédemment désignés comme couvertures de flux de trésorerie	5 447 657	73 739	5 521 396	503 465	-	-	-	-	-	6 024 861
(Pertes nettes) gains nets non réalisé(e)s sur actifs financiers disponibles à la vente	64 737	-	64 737	-	(16 364)		-			48 373
	(350)	350	-	-	-		-			-
Total du cumul des autres éléments du résultat global (perte)	64 387	350	64 737	-	(16 364)		-			48 373
Total des capitaux propres attribuables à l'entité mère	6 059 769	74 089	6 133 858	503 465	(16 364)		(364 000)			6 256 959
Participation minoritaire	767	(13)	754	50	-		-	(142)		662
Total	\$ 6 060 536	\$ 74 076	\$ 6 134 612	\$ 503 515	\$ (16 364)	\$ -	(364 000)	\$ (142)	\$ -	6 257 621

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre 2019	31 décembre 2018	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	\$ 178 248	\$ 134 538	\$ 567 255	\$ 503 515
Ajustements pour déterminer les (sorties) rentrées nettes de fonds liées aux activités d'exploitation :				
Intérêts créditeurs nets ⁽¹⁾	(302 706)	(295 925)	(896 866)	(865 355)
Charge pour pertes sur prêts	(984)	48 890	(8 563)	72 508
Ajustement de juste valeur	1 468	208	4 835	4 746
Pertes nettes (bénéfice) résultant de la participation dans des entreprises associées	13 997	7 959	15 769	(14 519)
Amortissement	9 063	4 978	27 220	13 986
Pertes de change nettes non réalisées (gains)	3 685	(15 483)	7 369	(21 761)
Sorties de fonds nettes liées aux prêts	(401 399)	(492 826)	(2 089 469)	(2 457 117)
Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux contrats de location-financement	(18 116)	(296)	(53 527)	2 430
Variation nette des autres actifs et passifs d'exploitation	4 579	27 429	34 629	72 941
Intérêts reçus ⁽¹⁾	521 799	472 869	1 315 421	1 165 331
Intérêts payés ⁽¹⁾	(140 614)	(116 676)	(402 592)	(295 412)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation	\$ (130 980)	\$ (224 335)	\$ (1 478 519)	\$ (1 818 707)
Activités de placement				
Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux placements à court terme	\$ (40 415)	\$ 859	\$ (5 320)	\$ (35 842)
Acquisition de placements de capital-risque	(2 080)	-	(11 955)	(6 630)
Produits sur la cession et le remboursement de placements de capital-risque	118	3 289	1 310	12 419
Rentrées (sorties) de fonds nettes liées à la participation dans des entreprises associées	(463)	(1 790)	2 578	8 059
Achat de matériel et améliorations locatives	(3 301)	(2 199)	(5 567)	(8 199)
Achat de logiciels	(4 572)	(1 846)	(12 417)	(7 341)
Achat de matériel sous contrat de location-exploitation	-	(12 975)	(704)	(52 823)
Produits sur la cession de matériel sous contrat de location-exploitation	3 534	4 373	13 904	14 910
Flux de trésorerie (affectés aux activités de placement) provenant des activités de placement	\$ (47 179)	\$ (10 289)	\$ (18 171)	\$ (75 447)
Activités de financement				
Dettes à long terme émises	\$ 1 525 000	\$ 1 970 000	\$ 6 930 000	\$ 7 624 000
Dettes à long terme remboursées	(1 376 000)	(1 880 000)	(4 763 796)	(5 350 327)
Dettes à court terme émises	2 373 240	2 821 263	6 711 785	7 782 985
Dettes à court terme remboursées	(2 323 835)	(2 667 896)	(6 868 185)	(7 865 622)
Remboursement de capital relatif aux passifs liés aux contrats de location	(4 842)	-	(11 555)	-
Dividende versé	-	-	(394 800)	(364 000)
Activités de financement	\$ 193 563	\$ 243 367	\$ 1 603 449	\$ 1 827 036
Variation des espèces et quasi-espèces	\$ 15 404	\$ 8 743	\$ 106 759	\$ (67 118)
Espèces et quasi-espèces au début de la période	862 262	752 716	770 517	828 569
Effet des variations du taux de change sur les soldes de sommes en espèces détenues et exigibles en devises étrangers	24	141	414	149
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	\$ 877 690	\$ 761 600	\$ 877 690	\$ 761 600
Les espèces et quasi-espèces comprennent :				
Liquidités	\$ 831 729	\$ 732 089	\$ 831 729	\$ 732 089
Placements à court terme	45 961	29 511	45 961	29 511

(1) Les données comparatives de 2018 ont été reclassées. Voir la note 18 du Rapport annuel pour l'exercice terminé le 31 mars 2019.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés condensés (non audités)

1. Principales conventions comptables

Mode de présentation

Les états financiers intermédiaires consolidés et condensés (états financiers intermédiaires) ont été dressés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* établie par le Conseil du Trésor du Canada.

Ces états financiers intermédiaires ne contiennent pas tous les renseignements qui doivent figurer dans les états financiers annuels complets et doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2019.

Sauf indication contraire, tous les montants présentés dans les Notes complémentaires aux états financiers consolidés condensés sont exprimés en milliers de dollars canadiens, le dollar canadien étant la monnaie fonctionnelle de FAC.

Conventions comptables

Les conventions comptables adoptées pour préparer les présents états financiers intermédiaires sont conformes à celles appliquées dans les états financiers annuels audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2019, à l'exception des conventions décrites ci-dessous.

Application des Normes internationales d'information financière (IFRS) nouvelles et révisées

Le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) a formulé un certain nombre de nouvelles normes, interprétations, modifications et améliorations. La norme qui touche FAC est décrite ci-dessous.

Le 1^{er} avril 2019, FAC a adopté IFRS 16 – Contrats de location, qui a remplacé IAS 17 – Contrats de location, IFRIC 4 – Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC-15 – Avantages dans les contrats de location simple et SIC-27 – Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location. Au moment de la transition à IFRS 16, le 1^{er} avril 2019, FAC a choisi de suivre l'approche rétrospective modifiée, selon laquelle un preneur à bail n'est pas tenu de retraiter l'information comparative. Par conséquent, l'information comparative continue d'être communiquée en vertu d'IAS 17, d'IFRIC 4 et de SIC-27. Des mesures de simplification ont été utilisées dans les cas où FAC n'est pas tenue de réévaluer si un contrat constitue ou contient un contrat de location à la date d'application initiale et dans les cas où le preneur à bail peut exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation d'un actif au titre du droit d'utilisation à la date d'application initiale.

En raison de l'adoption d'IFRS 16, FAC a comptabilisé des actifs au titre du droit d'utilisation et des passifs liés aux contrats de location d'un montant de 180,7 millions de dollars. Les actifs au titre du droit d'utilisation représentent le droit d'un preneur à bail d'utiliser l'actif loué avec le passif lié au contrat de location représentant son obligation de verser les paiements de location applicables pour toutes les locations ayant une durée supérieure à 12 mois, sauf si la valeur de l'actif sous-jacent est faible. Ces montants sont inscrits à des postes distincts du bilan. De plus, l'amortissement et les intérêts débiteurs connexes sont inscrits respectivement à titre de frais d'administration et d'intérêts débiteurs. Il n'y a eu aucun effet cumulatif de ce changement sur les capitaux propres par rapport à l'application initiale de cette norme.

À la date d'application initiale, le taux d'emprunt moyen pondéré était de 1,714 %.

FAC n'est pas tenue d'apporter des ajustements lors de la transition à IFRS 16 pour les contrats de location dont elle est bailleur. FAC a constaté ses contrats de location conformément à IFRS 16 dès la date d'application initiale.

Les changements aux conventions comptables de FAC découlant de l'adoption d'IFRS 16 en date du 1^{er} avril 2019 sont décrits dans les pages qui suivent.

1. Principales conventions comptables (suite)

Contrats de location

À la date de début d'un contrat, FAC détermine si le contrat constitue un contrat de location ou comporte un contrat de location. En outre, à la date de début ou à la réévaluation d'un contrat qui contient un élément lié à la location, FAC comptabilise les éléments liés à la location en fonction de leurs prix distincts relatifs. S'il n'y a pas de prix distincts apparents, FAC a choisi de comptabiliser les éléments liés et non liés à la location comme un seul élément lié à la location.

À la date de début du contrat de location, FAC constate un actif au titre du droit d'utilisation et un passif de contrat de location, à l'exception des contrats de location à court terme (12 mois ou moins) et des contrats de location de faible valeur qui sont passés en charges selon une formule linéaire appliquée sur la durée du contrat de location.

Passifs liés aux contrats de location

Les passifs liés aux contrats de location sont initialement évalués à la valeur actuelle des paiements de location non payés à la date de début du contrat, actualisée au moyen du taux implicite de la location ou, s'il est impossible de le déterminer aisément, du taux d'emprunt moyen pondéré et progressif de FAC.

Les paiements de location inclus dans l'évaluation des passifs liés aux contrats de location comprennent ce qui suit :

- les paiements de location fixes, déduction faite de tout incitatif à la location;
- les paiements de location variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux et sont évalués initialement à l'aide de l'indice ou du taux à la date de début du contrat.

Les passifs liés aux contrats de location sont subséquentement évalués au coût amorti en augmentant la valeur comptable de manière à tenir compte de l'intérêt sur le passif de contrat de location à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, et en diminuant la valeur comptable de manière à tenir compte des paiements de location versés.

FAC réévalue les passifs liés aux contrats de location au moyen d'un rajustement correspondant à l'actif au titre du droit d'utilisation connexe, lorsqu'il y a une modification aux versements de contrats de location futurs découlant de l'un des événements suivants :

- la modification de l'une des conditions du contrat de location, dans lequel cas les paiements de location révisés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé;
- la modification d'un indice ou d'un taux utilisé pour déterminer les paiements de location, dans lequel cas les paiements de location révisés sont actualisés au moyen du taux d'actualisation initial;
- la modification de la portée ou de la considération d'un contrat de location qui n'est pas comptabilisé en tant que contrat de location distinct, dans lequel cas les paiements de location révisés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé.

Si la réévaluation du passif de contrat de location entraîne la réduction à zéro de la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation connexe, un preneur à bail doit constater tout montant résiduel de la réévaluation en résultats.

Les passifs liés aux contrats de location sont inscrits à un poste distinct du bilan.

Actifs au titre du droit d'utilisation

Les actifs au titre du droit d'utilisation sont évalués initialement au coût et sont composés de l'évaluation initiale des passifs liés aux contrats de location après ajustement pour tenir compte de tout paiement de location à la date de début ou avant, déduction faite de tout incitatif à la location reçu du bailleur. Ces actifs sont subséquentement évalués au coût déduction faite de l'amortissement cumulé et de la dépréciation et après ajustement pour tenir compte de toute réévaluation des passifs liés aux contrats de location, tel qu'indiqué ci-dessus.

Les actifs au titre du droit d'utilisation sont amortis au cours de la durée du contrat de location de l'actif au titre du droit d'utilisation. L'amortissement commence à la date de début du contrat de location et est calculé selon une formule linéaire.

Les actifs au titre du droit d'utilisation sont inscrits à un poste distinct du bilan.

1. Principales conventions comptables (suite)

Selon IAS 17

Durant la période de comparaison, les paiements effectués en vertu des contrats de location-exploitation ont été passés en charges selon une formule linéaire appliquée sur la durée du contrat de location. Les coûts connexes ont été passés en charges au moment où ils ont été engagés.

Normes comptables émises, mais non encore en vigueur

La société a examiné les nouvelles normes et les modifications qui ont été émises, mais qui ne sont pas encore en vigueur, et elle a déterminé que les normes suivantes pourraient avoir une incidence future sur la société. La direction a entrepris l'examen de l'incidence de ces normes et modifications sur les états financiers et les conventions comptables de la société. Le Comité des normes comptables internationales (CNCI) a publié d'autres nouvelles normes, modifications et améliorations qui ne sont pas encore en vigueur et ne sont pas énumérées ci-dessous puisque FAC a déterminé qu'elles n'auraient pas d'incidence notable sur les états financiers consolidés.

Norme	Détails	Date d'application initiale
IFRS 17 – Contrats d'assurance	<p>En mai 2017, le CNCI a publié IFRS 17, qui prévoit une norme unique fondée sur des principes pour comptabiliser tous les types de contrats d'assurance. IFRS 17 fournit des renseignements à jour au sujet des obligations, des risques et de l'exécution des contrats d'assurance et consolide la transparence des renseignements financiers communiqués par les compagnies d'assurance, ce qui devrait permettre aux investisseurs et aux analystes de mieux comprendre le secteur des assurances. La norme met aussi en application un mode de comptabilité uniforme, pour tous les contrats d'assurance, fondé sur un modèle d'évaluation existant.</p> <p>FAC évalue actuellement l'incidence de cette norme. L'étendue de l'incidence de son adoption est inconnue à l'heure actuelle.</p>	1 ^{er} avril 2021

2. Ajustement lié à la période précédente

Une erreur s'est produite dans les chiffres comparatifs déclarés dans les rapports financiers trimestriels de l'exercice précédent en lien avec le montant lié à la transition à IFRS 9 comptabilisé le 1^{er} avril 2018. D'autres rajustements associés à la transition à IFRS 9 ont été requis afin d'ajuster le solde d'ouverture pour la provision pour pertes sur prêts et les bénéfices non répartis en date du 1^{er} avril 2018, ce qui est principalement attribuable à une réévaluation des pertes sur prêts prévues auprès des clients de FAC. Par conséquent, FAC a procédé à la correction rétroactive de ces erreurs et a retraité les chiffres comparatifs dans les présents états financiers intermédiaires pour la période terminée le 31 décembre 2019. Les répercussions de cette erreur sur le montant déclaré auparavant dans l'État consolidé des variations des capitaux propres au 1^{er} avril 2018 se traduisent par une diminution du solde des bénéfices non répartis à l'ouverture d'un montant de 25,1 millions de dollars, contrebalancée par une augmentation du même montant au solde d'ouverture pour la provision pour pertes sur prêts (note 4). Pour obtenir tous les détails de l'incidence de la transition à IFRS 9 sur le solde d'ouverture du bilan au 1^{er} avril 2018, consultez la note 3 des états financiers annuels audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2019.

3. Prêts nets

(en milliers de dollars)	Terme jusqu'à échéance			31 décembre 2019	31 mars 2019
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans		
Taux variable	3 842 368 \$	12 660 627 \$	330 983 \$	16 833 978 \$	17 480 507 \$
Taux fixe	4 075 094	13 149 157	4 097 474	21 321 725	18 614 015
Prêts bruts	7 917 462	25 809 784	4 428 457	38 155 703	36 094 522
Commissions sur prêts reportées				(25 088)	(23 437)
Total des prêts				38 130 615	36 071 085
Provision pour pertes sur prêts				(179 053)	(198 010)
Prêts nets				\$ 37 951 562	\$ 35 873 075

4. Provision pour pertes sur prêt – prêts

Au 31 décembre 2019 (en milliers de dollars)	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Provision pour pertes sur prêts au début de l'exercice	31 780 \$	115 402 \$	50 828 \$	198 010 \$
Transfert au stade 1	3 459	(18 978)	(106)	(15 625)
Transfert au stade 2	(3 325)	21 723	(3 482)	14 916
Transfert au stade 3	(923)	(5 308)	31 724	25 493
Variations attribuables aux nouveaux prêts constitués	17 134	7 476	13 073	37 683
Prêts décomptabilisés au cours de la période	(6 838)	(8 528)	(17 733)	(33 099)
Réévaluation nette de la provision pour pertes sur prêts	(8 221)	(21 570)	(4 177)	(33 968)
Radiations	-	(637)	(14 754)	(15 391)
Recouvrement de sommes précédemment radiées	-	131	1 110	1 241
Pertes couvertes par le Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc	1	(19)	(189)	(207)
Provision totale	33 067 \$	89 692 \$	56 294 \$	179 053 \$

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars)	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Provision pour pertes sur prêts au début de l'exercice (retraité - note 2)	29 040 \$	70 799 \$	38 889 \$	138 728 \$
Transfert au stade 1	2 716	(15 349)	(84)	(12 717)
Transfert au stade 2	(4 813)	34 342	(3 539)	25 990
Transfert au stade 3	(84)	(2 584)	61 563	58 895
Variations attribuables aux nouveaux prêts constitués	17 000	43 444	1 034	61 478
Prêts décomptabilisés au cours de la période	(4 664)	(6 044)	(4 378)	(15 086)
Réévaluation nette de la provision pour pertes sur prêts	(7 397)	(9 092)	5 620	(10 869)
Radiations	(1)	(633)	(50 498)	(51 132)
Recouvrement de sommes précédemment radiées	-	486	2 744	3 230
Pertes couvertes par le Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc	(17)	33	(523)	(507)
Provision totale	31 780 \$	115 402 \$	50 828 \$	198 010 \$

5. Emprunts

Dettes à court terme

(en milliers de dollars)	31 décembre 2019		31 mars 2019
Emprunts auprès du gouvernement du Canada			
Emprunts à taux variable	4 222 204	\$	4 288 036 \$
Emprunts à taux fixe	5 293 609		4 996 874
	9 515 813		9 284 910
Emprunts auprès des marchés financiers			
Billets à ordre à taux fixe en dollars américains ⁽¹⁾	506 091		509 324
Billets au détail et institutionnels à taux fixe	18 519		-
	524 610		509 324
Total	10 040 423	\$	9 794 234 \$

(1) 389,2 millions en dollars américains (380,6 millions en dollars américains au 31 mars 2019)

Dettes à long terme

(en milliers de dollars)	31 décembre 2019		31 mars 2019
Emprunts auprès du gouvernement du Canada			
Emprunts à taux variable	12 841 735	\$	13 860 914 \$
Emprunts à taux fixe	9 589 541		6 780 921
	22 431 276		20 641 835
Emprunts auprès des marchés financiers			
Billets au détail et institutionnels à taux fixe	285 925		308 240
Total	22 717 201	\$	20 950 075 \$